

En route pour un ministère des Droits des femmes!

Un ministère des Droits des femmes: la revendication de Vie Féminine fait mouche. Hafida Bachir, présidente du mouvement, nous donne les clés de ce pari audacieux, mais nécessaire pour mettre un stop au détricotage intensif de nos droits. Soutenue par de nombreuses organisations de femmes, et notamment par le Conseil des Femmes Francophones de Belgique, la proposition très concrète de créer un ministère des Droits des femmes est désormais portée par six femmes politiques de six partis démocratiques qui se présenteront aux élections de mai. Elles ont dit oui: voici pourquoi.

Manon Legrand et Sabine Panet



© Isabel Elwood

Le 8 mars, des centaines de femmes ont marché pour revendiquer leurs droits, réclamant la création d'un ministère des Droits des femmes.

Hafida Bachir: “Un ministère pour la moitié de l’humanité!”

**“Il faut cesser
d’ajouter les
femmes après
la virgule!”**

À l’approche des élections, Vie Féminine a dressé la liste de 14 revendications. En tête: un ministère des Droits des femmes au niveau fédéral, c’est-à-dire une instance habilitée à gérer la question des droits des femmes, à l’instar de ce qui existe en France et dans plusieurs pays du monde. Hafida Bachir nous livre les clés de ce projet inédit en Belgique.

Propos recueillis par Manon Legrand



© Novella De Giorgi

Le 8 mars dernier, Hafida Bachir a rappelé la détermination de Vie Féminine à obtenir un ministère des Droits des femmes au lendemain des élections.

Pourquoi avoir choisi l’appellation “ministère des Droits des femmes” ?

“Dans le mouvement, nous réalisons depuis une année un travail intensif sur la question des droits avec la Caravelle des Droits des Femmes. On mesure l’enjeu que cela représente de poser cette question au sein de l’espace public. Parler des droits a libéré une expression concrète et ancrée dans le quotidien et l’expérience des femmes. La Caravelle a permis de montrer que les droits des femmes sont une vraie question politique.”

Vous auriez pu choisir le terme “égalité”...

“La notion est belle mais trop lisse. Elle a occulté les inégalités structurelles et les rapports de pouvoir qui existent encore

entre les femmes et les hommes. La notion d’égalité piège les femmes dans leur quotidien et les politiques s’en saisissent parfois mal. Au nom de l’égalité et des politiques symétriques, on détricote parfois les droits des femmes.”

Les politiques actuelles menées par la ministre de l’Égalité des chances sont un échec à vos yeux ?

“En tout cas, nous avons constaté les limites du traitement actuel des questions qui concernent les femmes. Nous observons que les femmes sont placées dans le gros fourre-tout de la diversité, aux côtés des discriminations à l’égard des homosexuels, des handicapés... Or, nous sommes la moitié de l’humanité! Il faut cesser d’ajouter les

femmes après la virgule. Elles font partie de toutes les catégories. La ministre de l’Égalité des chances [Joëlle Milquet, qui est également ministre de l’Intérieur, ndlr] a néanmoins essayé d’avancer sur la question du sexisme ou de la violence conjugale. Mais avec des limites... Partout ailleurs, on a fait comme si les femmes étaient sur le même pied que les hommes. Le “gender mainstreaming” [c-à-d. la prise en compte de l’égalité hommes-femmes dans toutes les décisions politiques, ndlr] n’a pas été appliqué. Il suffit de regarder les récentes mesures d’austérité pour en avoir la preuve. Il faut selon nous que les politiques travaillent de manière “féministe”, c’est-à-dire en tenant compte des inégalités structurelles et des rapports de pouvoir qui régissent la société.”

De nombreux hommes et femmes politiques se disent “féministes”. N’êtes-vous pas agacée par ce féminisme mis à toutes les sauces ?

“On pourrait s’en réjouir si toutes les décisions prises par ces mêmes personnes ne démontraient pas exactement le contraire.”

En quelques mots

- La revendication d’un ministère des Droits des femmes est passée d’une initiative de Vie Féminine à un projet porté par de nombreuses organisations de femmes et par des personnalités politiques de six partis démocratiques.
- Hafida Bachir, présidente de Vie Féminine, dresse le portrait du ministère idéal.
- Six femmes politiques expriment pourquoi elles s’engagent à soutenir la création de ce ministère.



Priorité n° 1

En Belgique aussi, nous avons droit à un ministère des Droits des femmes!

Dans tous les domaines (social, économique, politique, culturel), les femmes continuent à vivre des inégalités flagrantes. Les droits conquis restent fragiles, menacés, ou ne sont pas appliqués. De nombreux combats pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes, dans les sphères publique et privée, restent à mener. Face à ces défis, les instances politiques actuelles sont totalement insuffisantes. Comme le préconise la 4^e Conférence mondiale sur les femmes de l'ONU, "tout État devrait avoir un mécanisme chargé de la promotion de la femme qui soit la principale entité de coordination des politiques nationales. [...] Pour fonctionner efficacement, ce mécanisme doit être situé au niveau le plus élevé possible de l'État et relever directement d'un ministre." À l'instar de ce qui se passe actuellement en France, nous demandons la création d'un ministère des Droits des femmes au niveau fédéral.

Le féminisme est bien souvent instrumentalisé à des fins sexistes et racistes. Quand on se dit féministe et qu'on vote des lois d'austérité ou qu'on interdit aux jeunes femmes voilées d'aller à l'école "au nom du féminisme", il y a un problème. Peut-être faudrait-il prévoir une formation au féminisme à destination des responsables politiques, comme cela a été initié en France par la ministre des Droits des femmes!."

Comment envisagez-vous concrètement le fonctionnement de ce ministère ?

"Le ministère sera un outil, un instrument politique. Il n'agira pas de manière désincarnée mais sera profondément lié aux revendications pour changer les conditions de vie des femmes. Nous voulons qu'il ait une réelle légitimité au sein du gouvernement, qu'il soit reconnu par les autres ministres et qu'il ne soit pas une compétence annexée à d'autres. Nous avons pensé ce ministère avec l'idée que les droits des femmes doivent de manière cohérente et dans tous les domaines. C'est pourtant indispensable pour éviter les situations que nous connaissons aujourd'hui, comme par exemple les violences conjugales traitées par la ministre de l'Intérieur, ou encore les pensions alimentaires par le ministre des Pensions..."

Ce ministère devrait être également un organe de vigilance afin d'éviter de nouveaux reculs sur la question des droits des femmes."

Quel sera le rôle des associations féministes par rapport à ce ministère ?

"Nous voudrions une belle articulation entre ce ministère et les organisations de femmes. Mais il faudrait veiller à garder un respect mutuel des missions de chacun-e. L'un doit rester dans le pouvoir, les autres doivent continuer d'agir comme un contre-pouvoir. C'est pourquoi la ministre devrait être issue du monde politique et non associatif."

Et ce sera une femme...

"Vu le contexte actuel qui tend à dire que "tout le monde est identique" et au regard des expériences passées qui nous ont montré comment était traitée la question des femmes, oui, il s'agira d'une ministre." ■

¹ Voir axelle 167, mars 2014, "Osez le ministère!", pages 10-11.

"Parler des droits a libéré une parole concrète et ancrée dans le quotidien et l'expérience des femmes."

Préparez votre argumentaire !

Vous aussi, défendez un ministère pour la moitié de l'humanité! axelle vous aide à fourbir vos arguments. Si on vous dit qu'un ministère des Droits des femmes serait...

Coûteux :

- On reste dans ce qui est prévu dans la Constitution : 16 ministres maximum. Parmi eux, on en choisit une pour les droits des femmes.
- Les droits des femmes sont tellement grignotés qu'investir dans un ministère ne serait qu'un juste retour des choses.
- Comme c'est étrange, la question du coût revient souvent quand on parle des femmes!

Sexiste :

- Avancer sur l'égalité entre les hommes et les femmes contribue à tirer vers le haut l'ensemble de la société.
- Nous ne voulons pas détricoter les droits des hommes, qui, il faut d'ailleurs le rappeler, sont moins menacés que ceux des femmes. Nous défendons une société égalitaire, solidaire et juste.
- Nous ne rêvons pas de ce ministère pour toujours. Nous l'envisageons plutôt comme un sursaut en réaction au mouvement de retour en arrière que subissent les droits des femmes.

Victimisant :

- Si nous étions dans une société égalitaire, l'argument serait recevable. Mais nous vivons dans une société patriarcale, et nous voulons que l'égalité des droits soit réelle. Mettre les femmes dans la catégorie des "discriminations", comme c'est le cas aujourd'hui, est en revanche victimisant.



Elles ont dit OUI!

Voici les six premières femmes politiques à avoir pris clairement position en faveur de la proposition de Vie Féminine: la création d'un ministère des Droits des femmes. Pour les lectrices d'axelle, elles expliquent leur engagement. Propos recueillis par Sabine Panet

Marie Arena (PS), Céline Fremault (cdH), Zakia Khattabi (Ecolo), Sofie Merckx (PTB), Fatoumata Sidibé (FDF), Viviane Teitelbaum (MR). Elles sont six à dire un grand oui à la proposition de Vie Féminine. Toutes déplorent un recul des droits des femmes en Europe et en Belgique et pensent qu'un ministère spécifique permettrait de remettre ces questions à l'ordre du jour, de cesser de les rendre invisibles sous le label "égalité des chances". Certaines, comme Zakia Khattabi, Sofie Merckx ou Fatoumata Sidibé, s'expriment à la fois en leur nom propre et au nom de leur parti. À ce jour, Marie Arena, Céline Fremault et Viviane Teitelbaum ont pris position à titre personnel. Si Marie Arena pense que les compétences "droits des femmes" devraient plutôt être logées chez un-e vice-Premier-ière ministre, d'autres revendiquent un ministère à part entière... On veillera en tous les cas à ce que ces engagements ne restent pas des déclarations d'intention!



“Remettre l'égalité à l'ordre du jour”

Marie Arena, sénatrice (PS)

Pourquoi souhaitez-vous voir la création d'un ministère des Droits des femmes ?

“C'est important de pouvoir remettre la priorité sur les questions des femmes. En Europe et en Belgique, on a l'impression que tout est acquis: c'est une erreur. Les inégalités sont encore flagrantes en matière de salaire, de violences, de discriminations. Un ministère des Droits des femmes permettrait de remettre l'égalité à l'ordre du jour dans les agendas d'une équipe gouvernementale. Il est également important de ne pas faire table rase des outils existants – comme l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes – pour partir de ce qui a déjà été réalisé. Enfin, dans notre pays, il est important que la revendication d'un ministère des Droits des femmes soit également formulée au niveau régional, qui a des compétences notamment en matière de lutte contre les discriminations.”

Que répondez-vous à ceux qui avancent qu'un ministère des Droits des femmes n'est pas urgent, coûterait cher, etc. ?

“Ce ministère devrait être logé non pas chez un ministre spécifique mais chez une vice-Première ou un vice-Premier ministre. Cela permettrait de montrer qu'il ne s'agit pas là d'une compétence mineure: soutenir les droits des femmes au niveau le plus haut du gouvernement, ainsi qu'au niveau transversal, assurerait un impact à ce ministère. Lorsque j'étais ministre de l'Égalité au fédéral, j'ai rencontré mon homologue italienne en charge des droits des femmes dans le gouvernement Berlusconi: elle n'avait aucun budget et aucune marge de manœuvre, ce qui discréditait complètement la question de l'égalité.”

Quels seraient les dossiers les plus urgents que ce ministère pourrait traiter ?

“Il faudrait attaquer les pratiques de discrimination salariale, la question des violences faites aux femmes d'une manière générale, et les effets de la crise sur les femmes, à la fois les conséquences économiques et les menaces sur leurs droits fondamentaux. En effet, la crise génère un conservatisme: je pense notamment à l'Espagne avec le recul sur le droit à l'avortement. Les femmes ne doivent pas payer le prix du repli sur soi.”

Indispensable pour encore quelques siècles...

Yvette Roudy, première ministre française des “Droits de la Femme” (1981-1986), soutient la proposition de Vie Féminine. *“Un ministère des Droits des femmes est indispensable dans un pays qui se prétend démocratique et qui se revendique des Droits de l'Homme. Nous savons que les Droits de l'Homme sont ardemment défendus dans nos pays occidentaux. S'agissant des Droits des femmes il en va tout autrement. Les mentalités, les pratiques, les habitudes, le machisme dominant. Certaines personnes défendent les Droits de l'Homme tout en considérant les femmes comme appartenant à une sorte d'espèce différente et inférieure. C'est pourquoi il est important de distinguer les Droits de l'Homme de ceux des femmes.*

La notion de droits est importante dans un pays de droit où les lois défendent les plus faibles contre les abus des plus forts. Nous avons besoin de lois et de personnes déterminées à les faire appliquer. C'est pourquoi nous avons besoin d'un vrai ministère des Droits des Femmes tant que l'Égalité parfaite n'existe pas entre femmes et hommes. Comme il existe un lien étroit entre droits des femmes et démocratie et que la démocratie se mesure à l'aune du statut de la femme, il y a des chances pour que nous ayons besoin d'un ministère attentif, vigilant, encore pendant... quelques siècles.”

Votre parti soutient-il cette revendication ?

“Au niveau du Parti socialiste, s'ils trouvent que la question des droits des femmes est une priorité politique, ils ne veulent pas déforcer la cause en se trompant sur la manière de faire.”



“La première discrimination subie par une femme est le fait d'être née femme”

Céline Fremault, ministre bruxelloise de l'Économie et de l'Emploi (cdH)

Pourquoi souhaitez-vous voir la création d'un ministère des Droits des femmes ?

*“J'ai toujours considéré que depuis les années 70, l'égalité entre les femmes et les hommes n'a cessé de progresser. On a le sentiment que ce progrès va continuer... Mais si l'on regarde la situation en face – en matière d'emploi, de santé, d'éducation en particulier –, on constate que le quotidien des femmes est différent de ce que l'on pourrait attendre : la régression guette. Dès lors, **l'existence d'un ministère des Droits des femmes permettrait de créer une compétence-coupole pour initier, coordonner et mettre en œuvre les politiques en faveur des droits des femmes.** Certes, des mesures existent déjà, mais il faut pouvoir travailler sur l'ensemble des domaines qui touchent les femmes très concrètement. Une ligne de conduite politique avec une vue d'ensemble permettrait à la fois d'augmenter l'impact de mesures déjà existantes, comme les quotas, et d'initier de nouvelles politiques. Pour moi cela vaut une fonction de plein exercice, pour être plus efficace que des politiques disjointes. Il ne faut pas oublier que la première discrimination subie par une femme est le fait d'être née femme, devant tous les autres facteurs de discrimination : âge, origine, orientation sexuelle...”*

Que répondez-vous à ceux qui avancent qu'un ministère des Droits des femmes n'est pas urgent, coûterait cher, etc. ?

“Ce ministère ne coûterait pas cher ! Dans un ensemble de 15 ministères, il s'agit d'en dédier un de plein exercice aux droits des femmes, mais pas d'augmenter le nombre de ministères !”

Quels seraient les dossiers les plus urgents que ce ministère pourrait traiter ?

“Il faut d'abord faire un travail de fond sur l'emploi et l'inactivité des femmes. Je pense également à l'individualisation des

droits, aux dossiers sur les violences et sur la santé dans toutes ses composantes. Les droits conquis sont aujourd'hui fragiles et menacés : il y a un réel combat à mener.”

Votre parti soutient-il cette revendication ?

“À ce stade, je prends position à titre personnel, dans la continuité de mes actions politiques.”



“À force de parler d'égalité des chances, on brouille les cartes”

Zakia Khattabi, sénatrice (Ecolo)

Pourquoi souhaitez-vous voir la création d'un ministère des Droits des femmes ?

*“C'est une revendication nouvelle pour moi. J'ai toujours pensé que la transversalité pourrait permettre à la question des droits des femmes d'être portée par tous les ministères, chacun dans leur domaine de compétences ; or, avec les politiques d'austérité que le fédéral a menées, on en est loin. La ministre elle-même en charge de ces questions – et c'est sans doute parce qu'elle n'a pas que cette casquette-là – n'a pas eu le réflexe d'adopter une lecture de genre et de mesurer l'impact différencié que ces mesures ont sur les femmes et les hommes. **Par ailleurs, quand on voit l'expérience française, on ne peut que constater l'efficacité d'un ministère des Droits des femmes.** De plus, à force de parler d'égalité des chances, on voit certaines revendications apparaître qui sont légitimes mais qui brouillent les cartes. Il faut réaffirmer que les femmes sont plus de la moitié du monde et qu'elles n'ont pas à s'excuser de revendiquer leur place.”*

Que répondez-vous à ceux qui avancent qu'un ministère des Droits des femmes n'est pas urgent, coûterait cher, etc. ?

“Je dis tout simplement : faisons le pari que ce sera efficace, on évaluera !”

Quels seraient les dossiers les plus urgents que ce ministère pourrait traiter ?

“L'un des premiers dossiers à traiter serait selon moi l'impact sur les femmes des mesures d'austérité que le fédéral a prises. On voit que la précarité se féminise de plus en plus : les femmes sont surreprésentées dans les statuts les plus précaires, les professions les plus instables... Il faut mettre en lumière, évaluer et



proposer des solutions aux conséquences différenciées de ces politiques sur les femmes.”

Votre parti soutient-il cette revendication ?

“De manière générale, comme moi, mon parti n’avait pas cette revendication. Cependant nous pensons maintenant qu’il faut tester la carte de ce ministère. Cette initiative ne pourrait qu’améliorer la situation...”



“La crise touche plus souvent et plus durement les femmes”

Sofie Merckx, conseillère communale (PTB)

Pourquoi souhaitez-vous voir la création d’un ministère des Droits des femmes ?

“Lorsque j’ai lu l’argumentaire de *Vie Féminine*, j’ai trouvé cette revendication évidente. En effet, il s’agit d’une problématique spécifique à laquelle il faut porter une attention particulière. Aujourd’hui, je manifestais pour protester contre la suppression des allocations d’insertion : deux tiers des personnes concernées sont des femmes cheffes de ménage... La crise touche plus souvent et plus durement les femmes. En tant que médecin, j’ai également constaté parmi mes patients que les personnes exclues du chômage sont des femmes. Pour s’en sortir, certaines se remettent alors “à charge” d’un homme, ce qui me semble être un recul. D’autres font comme l’une de mes patientes qui a dû accepter de cumuler deux activités : surveiller des enfants le midi et faire le ménage dans des bureaux le soir, avec des horaires absolument inadaptés à sa vie avec ses enfants. Enfin, les reculs des droits des femmes sont nombreux, on le voit aussi à travers les menaces sur le droit à l’avortement en Europe.”

Quels seraient les dossiers les plus urgents que ce ministère pourrait traiter ?

“Il faudrait des objectifs très concrets pour travailler à des avancées mesurables, comme la baisse de l’écart salarial entre les femmes et les hommes. Je pense en premier lieu à des dossiers économiques. Ensuite, la question de la gratuité et de la disponibilité des places et des structures d’accueil des enfants me paraît prioritaire.”

Votre parti soutient-il cette revendication ?

“J’ai eu l’accord de mon bureau politique pour appuyer cette revendication.”



“Un ministère pour plus de cohérence et pour mutualiser les moyens”

Fatoumata Sidibé, députée bruxelloise (FDF)

Pourquoi souhaitez-vous voir la création d’un ministère des Droits des femmes ?

“Aujourd’hui, la revendication d’un ministère des Droits des femmes a tout son sens. Nous vivons un tel éclatement des pouvoirs et des compétences que chacun se renvoie la balle et les droits des femmes ne savent pas progresser de manière concrète. On noie la question des femmes dans celle de la diversité. Certes, des lois ont été votées et le “gender mainstreaming” est en route, mais il faut beaucoup de temps pour en voir les résultats concrets. Si l’on veut faire avancer la cause des femmes dans le contexte de la crise économique – et les femmes sont aux premières loges des personnes touchées –, il faut une cohésion qui manque aujourd’hui ; je pense donc que le ministère est une exigence.”

Que répondez-vous à ceux qui avancent qu’un ministère des Droits des femmes n’est pas urgent, coûterait cher, etc. ?

“Nous voulons justement ce ministère pour plus de cohérence et pour mutualiser les moyens, jusqu’à présent éclatés. **Cette mesure refléterait véritablement une gestion de “bonne mère de famille”, qui irait dans le sens d’une plus grande efficacité et d’une plus grande efficience des deniers publics.** Il est temps que la question des droits des femmes soit prise à bras-le-corps.”

Quels seraient les dossiers les plus urgents que ce ministère pourrait traiter ?

“Un dossier très important est celui de la violence faite aux femmes, dans sa globalité, et des difficultés consécutives à ces violences auxquelles les femmes sont confrontées. De plus, en période d’austérité, l’emploi des femmes est également un volet très important, ainsi que ceux, corollaires, de la formation et de l’accueil de la petite enfance. Si on veut se former, il faut encore trouver une place d’accueil pour son enfant qui soit accessible financièrement ! Je pense également aux conséquences sur les femmes des mesures d’austérité, et à la question fondamentale de l’individualisation des droits pour l’autonomie des femmes.”

Votre parti soutient-il cette revendication ?

“Mon parti soutient cette revendication, tout en conservant des questions ouvertes : bien sûr qu’il faudrait un ministère des Droits des femmes au niveau fédéral, mais est-ce que ce sera suffisant ? Qu’en sera-t-il aux niveaux régional et communautaire ?”



“Les droits des femmes sont noyés”

Viviane Teitelbaum, députée bruxelloise (MR) et présidente du Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB)

Pourquoi souhaitez-vous voir la création d’un ministère des Droits des femmes ?

“J’ai dit oui à la création d’un ministère des Droits des femmes, parce que malheureusement aujourd’hui, on se rend compte que les droits des femmes reculent réellement. On le voit par rapport à l’IVG, sur le plan économique... Lorsque Vie Féminine m’a soumis cette idée, j’ai pensé qu’en effet, un ministère dont ce serait la priorité, à l’instar de ce qui se passe en France, semble être une réponse appropriée à cette situation. Autre raison : quand on parle d’égalité des chances, c’est très large et les droits des femmes sont noyés. Le terme “femme” disparaît bien souvent derrière le “genre”...”

Que répondez-vous à ceux qui avancent qu’un ministère des Droits des femmes n’est pas urgent, coûterait cher, etc. ?

“Je pense que la situation idéale est la transversalité dans les programmes politiques, prenant en considération systématiquement les questions d’égalité et de droits des femmes. Dans la réalité, on voit bien que les droits des femmes sont noyés et ne ressortent pas.

***Je crois qu’il y a urgence. Peut-être que la société n’est pas encore prête à voir les droits des femmes disparaître dans les politiques d’“égalité”** – par exemple, à mon sens il est très important de garder l’Institut pour l’Égalité des Femmes et des Hommes séparé du Centre pour l’égalité des chances. En ce qui concerne les montants qui seraient alloués au ministère, on peut répondre que l’égalité ne coûte pas cher et peut rapporter beaucoup d’argent, car elle est source de richesse.”*

Quels seraient les dossiers les plus urgents que ce ministère pourrait traiter ?

“Je pense tout d’abord aux violences, traitées aujourd’hui de manière transversale, mais de telle sorte que les femmes disparaissent de la terminologie... Un deuxième dossier pourrait être le socio-économique : le volet du temps partiel pourrait être analysé, et on en ferait ressortir les carences et les conséquences pour les femmes. Je pense aussi à l’éducation et à l’information des femmes sur les répercussions de leurs choix professionnels sur leur vie et sur leur pension...” ■

“Ce n’est pas la priorité”

Interpellée par Vie Féminine comme les autres partis démocratiques, la LCR a fait connaître sa prise de position.

Si la LCR n’est pas contre le principe, elle est d’avis que la priorité devrait plutôt être la construction d’un *“réel mouvement autonome des femmes”* – construction qui ne semble pourtant pas être opposée à un ministère politique. La LCR pense que des politiques favorables aux femmes seraient rapidement mises à mal par des mesures antisociales globales... Ce ne serait donc pas la peine de tenter le coup.

“Certes, s’exprime le parti sur son site, un ministère “pourrait être favorable à certains dossiers qui ne coûteraient pas trop d’argent, à travers par exemple des campagnes de sensibilisation pour défendre le droit à l’avortement ou combattre les violences machistes. [...] Ça a effectivement fonctionné ailleurs, comme en Espagne où, dans le gouvernement socialiste qui a par ailleurs creusé le lit de la crise actuelle, le ministère de l’Égalité a permis d’obtenir entre 2008 et 2010 de réelles avancées à travers une loi contre les violences de genre et une loi sur l’avortement [...]. Mais il faudra alors souligner la schizophrénie des partis au pouvoir puisque ces politiques seront elles-mêmes rapidement mises à mal, comme ça s’est passé en Espagne...” Et même si un *“gouvernement de gauche cohérent”* se mettait en place, **“la priorité devrait être de construire un réel mouvement autonome des femmes, en travaillant à la base, dans les quartiers, comme s’y applique d’ailleurs très bien Vie Féminine.** Et, en même temps, de gagner d’autres secteurs de la lutte sociale, en tâchant de *“féministiser”* l’ensemble des revendications à porter à travers les mouvements sociaux, syndicaux et politiques, pour que la résistance à l’austérité et l’élaboration d’alternative se fassent aussi dans une perspective féministe.”

<http://www.lcr-lagauche.org/un-ministere-des-droits-des-femmes-oui-sur-le-principe-prudentes-sur-la-forme>.